Mélanges de la Casa de Velázquez

40-2 (2010)
El trabajo de las mujeres en España

Danièle Bussy Genevois

Propos féminins sur le travail (1860-1933)

Une recherche de sens

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Danièle Bussy Genevois, « Propos féminins sur le travail (1860-1933) », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 40-2 | 2010, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 16 novembre 2012. URL : http://mcv.revues.org/3613

Éditeur : Casa de Velázquez
http://mcv.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://mcv.revues.org/3613
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
© Casa de Velázquez

■ CONTREPOINT

Propos féminins sur le travail (1860-1933)

Une recherche de sens

Danièle Bussy Genevois

Université Paris 8. Équipe ERESCEL, Laboratoire d'Études Romanes EA 4385

> Créanlo las mujeres, nada hay que satisfaga tanto como el precio del trabajo, y aun más cuando se ejercita a gusto y conforme a nuestra inclinación.
>
> Concha Peña

Aussi péremptoire que soit le ton, la satisfaction, voire le plaisir exprimés par Concha Peña en 1931 méritent qu'on s'y arrête ; ces propos sont certes ceux d'une représentante d'une élite professionnelle — elle est avocate, comme Matilde Huici, Clara Campoamor ou Victoria Kent — et, comme telle, elle peut logiquement parler en termes de réussite et d'accomplissement personnel. Cependant, si depuis la fin du règne d'Isabelle II, les discours sur le travail féminin sont nombreux, la parole des femmes elles-mêmes offre une approche intéressante, complémentaire des réflexions menées par les différents pouvoirs civils et religieux : c'est dans la seconde moitié du XIXe siècle que « se construit un nouveau sujet social, la "femme travailleuse"[1] », dont il convient d'entendre la voix. Le *Sexenio* démocratique, la Restauration et la Seconde République permettent en effet certaines observations éclairantes pour l'examen du phénomène : en parlant de leur travail, les Espagnoles posent plus souvent le problème de leur identité en tant que femme et des rapports de sexes que des revendications propres au travail.

Au terme de l'importante recherche proposée dans ce numéro des *Mélanges,* ce cheminement obstiné vers la citoyenneté est important à rappeler : grâce à ces études consacrées au travail féminin, depuis l'Espagne pré-romaine jusqu'à la Transition démocratique, les stéréotypes en usage dans ce domaine ne peuvent perdurer. En mettant à profit des sources négligées ou inconnues jusque récemment, les chercheurs démontrent que, dans la longue durée, l'activité des femmes ne saurait se résumer à l'exercice de tâches complémentaires,

[1] Burguera, 2006, pp. 293-311.

Mª Isabel del Val Valdivieso (coord.), *El trabajo de las mujeres en España. Desde la Antigüedad al siglo xx.*
Dossier des *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série,* 40 (2), 2010, pp. 117-134.
ISSN : 0076-230X. © Casa de Velázquez.

méprisées, et souvent figées dans une tradition susceptible d'excuser toutes les exploitations. Par ailleurs, étudier la perception féminine de l'émancipation par le travail s'impose d'autant plus que, après la dictature franquiste, l'Espagne a dû repenser le sens et la législation de l'activité professionnelle des femmes.

Quand, en 1984, le Ministère socialiste de la Culture — avec l'Institut de la Femme créé en 1983 — met en place une pédagogie des droits des femmes, c'est à une lutte contre les stéréotypes, en même temps qu'à une réappropriation démocratique, que se consacrent les autorités politiques. Ainsi, un *Guide des droits des femmes* met ceux-ci en conformité avec les principes égalitaires de la Constitution de 1978 : à travail égal salaire égal ; accès des mêmes professions aux femmes et aux hommes ; droit de chacune comme de chacun à ne pas faire mention de sa vie privée à l'embauche ; interdiction du renvoi pour cause de grossesse ; droit à porter plainte contre toute discrimination ou contre toute forme de harcèlement ou d'abus sexuel[2].

Après le franquisme, l'Espagne doit également penser la recherche sur un objet nouveau, le travail, trop longtemps considéré comme non-objet, du fait de l'intériorisation par les générations franquistes — et parfois post-franquistes — d'une pensée de l'infériorité et de la sous-productivité de l'activité féminine. Les premières recherches d'« histoire des femmes » intégrant cette problématique sont liées au renouveau de l'histoire sociale et à la force du féminisme post-franquiste[3].

Les premières études, cohérentes par rapport au militantisme de la Transition et aux deux assemblées féministes de 1975 et de 1976, revêtent un caractère tant collectif qu'individuel : à retenir, parmi les travaux fondateurs que ce contrepoint ne permet pas de citer dans leur totalité[4], le rôle joué par le *Seminario de Estudios de la Mujer,* réuni à l'Université Autonome de Madrid nouvellement créée, dès 1981, dans une optique pluri-disciplinaire, avant même les rencontres d'histoire médiévale rappelées dans l'introduction de ce volume. Dans ce cadre, les premiers séminaires fonctionnent comme des révélateurs de sujets occultés et comme passeurs de l'histoire sociale à l'« histoire des femmes[5] » ; le travail en tant qu'objet d'étude y est désormais traité dans la longue durée, d'un point de vue alternativement sociologique, historique et juridique[6].

La recherche d'identité

Si l'on s'intéresse aux propos que les femmes énoncent sur leur condition de travailleuses, trois moments-clés semblent à observer : la fin du XIXe siècle ; la deuxième décennie du XXe siècle ; et la Seconde République, qui

[2] Ruano Rodríguez, 1984. Rappelons qu'à cette date les Forces armées n'étaient pas ouvertes aux femmes.

[3] Moreno, 1977; Bussy Genevois, 1993, pp. 206-218.

[4] Entre autres : Capel Martínez, 1982 ; Nash, 1981.

[5] Nash, 1991, pp. 137-161

[6] Durán, 1982 ; Folguera, 1984 ; García Nieto, 1986.

peut apparaître comme l'aboutissement éphémère d'une ligne émancipatrice qu'il serait évidemment vain de ne considérer que fondée sur l'activité professionnelle.

La fin du règne d'Isabelle II, le *Sexenio* démocratique et la fin de la Restauration — considérée ici jusqu'à la fin de la régence de Marie-Christine — traduisent en effet la complexité des aspirations féminines liées au travail. L'on sait que les premiers défenseurs des femmes assimilent leur condition à celle de « parias », de « choses », de « mollusques » ou d'« esclaves », lors même que l'esclavage est en voie de disparition. Les revendications professionnelles des femmes sont donc souvent accompagnées de réflexions sur la volonté d'être traitées comme des personnes responsables et reconnues à égalité avec leurs compagnons.

Si l'AIT (*Asociación Internacional de Trabajadores*) pose le problème du travail des femmes et des enfants — encore lié dans l'esprit des théoriciens et lors des premiers congrès internationaux, comme en témoignent par exemple les écrits d'Anselmo Lorenzo —, c'est pour l'aborder prioritairement en termes de durée horaire. En revanche, les ouvrières du *Sexenio* ont d'autres revendications, en prônant l'égalité, le droit à l'association et le droit de grève, ouvrant la voie au syndicalisme de la fin du siècle.

> *El objeto de la asociación debía ser una ayuda mutua del obrero y la mujer, las dos clases desheredadas de la sociedad, para la emancipación de la esclavitud a los [sic] que están subyugados* […] *para asegurar el trabajo y procurarse la propiedad a que tienen derecho como seres racionales*[7].

Le champ de l'éducation féminine, largement documenté, n'intéresse ici que comme élément fondamental de l'accès au travail. En 1858, Severo Catalina n'envisageait comme professions féminines que celles de l'artiste — la comédienne, la chanteuse, la danseuse — et l'entrée en religion. Cependant, en conclusion de son ouvrage, il demandait au lecteur de « lancer à tout le moins un regard sur l'éducation de la femme, dans ce monde agité par le tourbillon des intérêts matériels[8] », ce que, tout en rejetant le paternalisme du propos, les Espagnoles vont prendre comme axe de réflexion.

L'élite « krausiste » ne se contente pas de retrouver les idées des Lumières, examinées dans ce volume par J. Romero ; elle emprunte certes au XVIIIe siècle — et plus particulièrement à Jovellanos et Josefa Amar y Borbón — l'idée de confier aux femmes, dans l'intérêt moral de la nation, l'éducation des futurs citoyens. Cependant, Faustina Sáez de Melgar fonde, avec Fernando de Castro, l'*Ateneo artístico y literario de Señoras* en 1869, avec deux objectifs complémentaires : améliorer l'éducation des femmes pour qu'elles s'assument financièrement et faire de la femme un des moteurs de la « régénération

[7] Carolina Barbana, membre de la *Asociación republicana de mujeres*, lors d'un congrès de l'association de 1869 à Madrid, citée par Espigado, 2007, p. 38.

[8] Catalina, 1946, p. 344.

du pays » ; la femme deviendrait ainsi un être de « civilisation », « l'être féminin qui pense et raisonne », ce dont la « femelle » est incapable. Dans les écrits de F. Sáez, qu'ils soient articles de journaux ou statuts d'associations, le lien établi entre éducation, travail et progrès national est constant : « *Nuestra misión* [*es*] *la de propagar en nuestro sexo las ideas de progreso que han hecho de la mujer inglesa y norte-americana una mujer fuerte, independiente, instruida y digna*[9] ». Pour reprendre la parole sur les sujets qui les concernent, les Espagnoles deviennent créatrices de journaux, la fonction de directrice, souvent confondue avec celle de rédactrice, étant alors une des plus vantées[10]. La presse destinée aux femmes véhicule des modèles professionnels, traduisant leurs aspirations à exister par elles-mêmes — d'où la notoriété de certaines journalistes libérales et anarchistes : María Josefa Zapata, Josefa Pujol de Collado, Dolors Monserdà ou Soledad Gustavo, pour ne rappeler que quelques noms. Les institutrices issues des Écoles normales ont un bulletin spécifique qui s'appelle *Instrucción de la Mujer*, créé en 1882 à la suite du premier congrès pédagogique national. Elles y réfléchissent sur la pratique de leur métier, commentent les textes officiels et promeuvent dans le même temps la « réhabilitation » de la femme ; le modèle proposé à l'admiration est ici celui de Ramona Aparicio, directrice de l'École normale d'institutrices, morte à 73 ans, au moment de la création du bulletin. Dans un autre type de presse, notamment dans la *Ilustración de la Mujer* (1882-83), les modèles sont parfois plus diversifiés (la femme médecin russe ou la géographe italienne) et reculent ainsi la limite des possibles[11].

Pour comprendre la perception du travail par les femmes de l'élite libérale, recourir à Concepción Arenal s'avère indispensable, du fait de sa capacité de théorisation fondée sur de multiples expériences professionnelles : journaliste à *La Iberia*, fondatrice de *La Voz de la Caridad*, visiteuse des prisons, infirmière de la Croix-Rouge, pénaliste de renom international. Dès 1861, date de rédaction de *La Mujer del Porvenir*, elle avait affirmé clairement que la femme ne devait pas travailler uniquement par nécessité :

> *Queremos para la mujer todos los derechos civiles. Queremos que tenga derecho a ejercer todas las profesiones y oficios que no repugnen a su natural dulzura. Nada más. Nada menos* […]. *Queremos la independencia de la dignidad, la independencia moral de un ser racional y responsable*[12].

Elle énonce dans ce texte les principes qui vont régir les idéaux et les discours jusqu'à la Guerre d'Espagne : égalité des droits, libre accès au travail, indépendance, responsabilité et dignité. Mais elle est aussi la première, après

[9] Sáez de Melgar, « Al público », *La Mujer,* nº 1, 8-VI-1871, p. 1.

[10] Bussy Genevois, 2005 a.

[11] Les premières étudiantes en médecine espagnoles s'inscrivent dès le *Sexenio* à l'Université de Barcelone. Elles n'exerceront d'ailleurs pas. Voir Flecha, 2006.

[12] Arenal, 1974, p. 185.

avoir étudié la délinquance, la pauvreté, la prostitution (en tant que relais espagnol de la campagne abolitionniste de Josephine Butler), à traduire en termes de capacités personnelles et d'égalité sociale l'accès au travail :

> *Limitándonos al número mucho más reducido de lo que se cree de hombres que se ocupan en cosas verdaderamente grandes, procuremos investigar si existe incompatibilidad esencial entre ellas y las pequeñas* […] *Ninguna: no hay labor que por el solo hecho de ser mecánica envilezca al obrero ni que le inhabilite para las tareas del espíritu; ni existe más incompatibilidad esencial entre pensar y preparar una chuleta que entre meditar y comérsela*[13].

Elle reviendra sur le sujet en 1891 dans une synthèse remarquable, publiée dans un périodique indispensable pour la connaissance du sujet, le *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*. La date est importante, puisque la même année le pape Léon XIII promulgue l'encyclique *De Rerum novarum*, Emilia Pardo Bazán traduit *The Subjection of Women* de John Stuart Mill et *La femme et le socialisme* d'August Bebel ; en 1892 se déroule le congrès pédagogique hispano-américain, dont un des axes est le travail féminin. Concepción Arenal dénonce le scandale des travaux monotones, dégradants et sous-payés :

> *Huyen de él; han huido, huirán miles de mujeres y será en vano cuanto se predique y se hable para detenerlas al borde del abismo, mientras la empuje una labor tan ingrata que les aparece como yugo o cadena que rompen sin considerar las consecuencias*[14].

Elle démonte le système : du fait des salaires misérables, les femmes sont amenées à travailler davantage d'heures, ce qui à terme peut également porter atteinte aux conditions de travail des hommes :

> *La ciencia social sabe que* [*las mujeres*] *mueren de trabajo. Es un hecho la discordancia entre la sociedad moderna y la mujer antigua, que forma parte esencial de ella, víctima unas veces del progreso, y rémora otras: la máquina de coser la agota, o ella misma se convierte en instrumento de mutilaciones sociales*[15].

D'où les exigences de Concepción Arenal en matière d'éducation, de formation professionnelle, d'horaires adaptés, de création de crèches et d'associations de défense des femmes ; elle préconise aussi l'intervention de l'État pour que les femmes puissent être à la fois « mères et travailleuses » et lutter contre l'exploitation capitaliste. Parallèlement ou conjointement, l'avant-garde ouvrière ouvre d'autres possibilités aux travailleuses et libère la parole, celle du meeting et de la manifestation. Cette parole s'exprime aussi dans des

[13] *Ibid.*, p. 239. C'est l'auteur qui souligne.

[14] *Ibid.*, p.84.

[15] *Ibid.*, p. 93.

journaux ouvriers non-exclusivement féminins : *El Progreso*, créé en 1896 par Amalia Carvia et Ángeles López de Ayala, ou *La Conciencia Libre*, fondée par Belén Sárraga la même année, sans oublier le cas le plus connu, celui de *La Revista Blanca* de 1898[16].

Ce sont en effet les ouvrières qui vont, en Galice, à Valence, à Barcelone notamment, jeter les bases de l'associationnisme féminin ; les meetings du *Circo Ecuestre* en 1891 à Barcelone sont révélateurs de ces prises de parole, désormais plus nombreuses à l'extérieur des fabriques. Les ouvrières du textile réclament la création d'une *sección varia* — c'est-à-dire d'une branche féminine — dans l'espoir de faire naître, à terme, des associations *de oficios* comme chez les hommes. Lors de ces meetings se font jour des revendications égalitaires :

> *Esto no podía continuar, como no podía ser que ellos siguieran paseando y ellas trabajando, pues en* [*la*] *opinión* [*de ellos*] *los hombres debían casarse para trabajar activamente, y las mujeres para cuidar de la casa y los niños*[17].

Dans ce contexte où l'on voit les « déshéritées » se réunir et militer, « la propagande révolutionnaire les pénètre jusqu'à la moelle », selon les termes de *El Productor*[18], et le langage collectif s'impose : « *Unámonos todas dentro de una organización puramente nuestra, mantenida y dirigida por nosotras mismas*[19] ».

En 1897, l'AGF (*Asociación General Femenina*), créée à Valence, fait siennes les aspirations conjointes à l'éducation, au travail, à l'égalité des sexes et à la rénovation du pays ; les discours traduisent le lyrisme des militantes : pour que la femme partage avec l'homme « son compagnon mais non son maître, la mission hautement sacrée de rendre leur dignité aux peuples », l'AGF s'engage à créer dans toute l'Espagne des écoles du soir, pour fomenter « de beaux courants de solidarité et d'appui mutuel » entre les femmes elles-mêmes et entre les sexes[20].

Comme le disent aussi bien des militantes prestigieuses (Soledad Gustavo) que des ouvrières anonymes, il s'agit d'exprimer une revendication juridique et sexuée, au-delà même des revendications professionnelles, ainsi que le feront les femmes à la fin du franquisme. L'organisation nommée *El Despertar Femenino*, créée à Elche en 1903, formule ainsi cet espoir :

> *La mujer, esa digna compañera del hogar, ese ser considerado en la actualidad como un juguete de capricho para el hombre, que es el que*

[16] Voir en particulier Ramos, 2005, pp. 45-74 y 2007.

[17] *La Vanguardia,* 13-IV-1891, cité par Ralle, 2002, p. 79.

[18] *El Productor*, 30-IV-1891, cité par Ralle, 2002, p. 78.

[19] *Ibid.*, 7-XII-1901, cité par Ralle, 2002, p. 96.

[20] Belén Sárraga, Ana Carvia, « Circular », *Las Dominicales del Libre Pensamiento,* 10-VII-1897, cité par Fagoaga, 1996, p. 185.

> *actualmente mayor explotación ejerce sobre ella. Aquellas que se dedican a la industria merecen que se les califique de doble esclavas, pues lo son a la vez que del hogar, del patrono*[21].

Le principe de dignité

Comme l'indique le dossier des *Mélanges*, le début du xxe siècle correspond à une relative diversification professionnelle : les femmes sont ouvrières, institutrices, téléphonistes ou employées de banque[22]. Certaines femmes savent d'ailleurs mettre à profit les capacités émancipatrices offertes par leur métier, comme l'indique le cas bien connu de Carmen de Burgos, institutrice et journaliste : sa réussite aux *oposiciones* lui donne l'indépendance financière et conjugale, et l'incitera à revendiquer des réformes en profondeur – le divorce en 1904, le vote en 1907[23].

Pourquoi dès lors considérer comme plus importante, en ce qui concerne l'évolution de la pensée des femmes par rapport au travail, la deuxième décennie du règne d'Alphonse XIII ? D'une part, les avancées législatives et règlementaires durant cette période sont réelles et, de plus, bien documentées et largement étudiées. Dans la droite ligne des travaux de l'Institut de réformes sociales, l'Espagne promulgue la *Ley de la silla* en 1912, décrète en 1912 et 1914 l'interdiction totale ou partielle (selon les branches) du travail de nuit et rédige en 1918 le Statut des fonctionnaires. D'autre part, les progrès constants de la recherche permettent de mieux appréhender certains phénomènes et certains discours, comme l'ouvrage fondateur déjà cité de Rosa Capel, *El trabajo y la educación de la mujer en España (1900-1930),* le laissait entrevoir. Il en est de même pour l'intérêt porté aux employées de commerce : dès 1982, Gloria Nielfa captait les paroles des *dependientas* madrilènes exigeant une reconnaissance de classe et une rémunération égale à celle des hommes :

> *Nuestros trabajos en el mostrador* […] *son exactamente igual (sic) al de nuestros compañeros* […]; *que no vean en nosotras un enemigo que quiere usurparles el puesto, sino una compañera que les ayudará a batallar por la clase*[24].

La générosité du propos est cependant exceptionnelle, dans un contexte où les employés, souvent hostiles aux femmes, tardent à se syndiquer. La syndicalisation est pourtant une autre avancée de la décennie ; si la CNT, fondée en 1910, persiste à ne pas inclure de branche féminine, le syndicalisme socia-

[21] « Aires nuevos », *Trabajo,* 22-I-1911, cité par Aguado, 1999, p.77.

[22] Pour une synthèse, voir Nielfa, 2006, pp. 313-351 ; Borderías, 2006, pp. 353-379 ; sur le statut des fonctionnaires, voir Franco Rubio, 1981.

[23] Núñez Rey, 2005 ; Bussy Genevois, 2005 b, pp. 63-72.

[24] Milagros Maldonado, « La mujer en el comercio », *El Dependiente español,* 11-V-1914, cité par Nielfa, 1984, pp. 159-177.

liste prend son essor et l'exemple madrilène — récemment étudié de façon remarquable — le met clairement en évidence[25]. Les militantes sont issues de la classe ouvrière ou des classes moyennes, comme les journalistes Carmen de Burgos et Consuelo Álvarez « Violeta ». Cette dernière, fondatrice de l'AFSM (*Agrupación Femenina Socialista de Madrid*) est employée du télégraphe et son salaire (1 000 *pesetas* par mois en 1910, 1 250 en 1915) lui donne une place particulière par rapport au prolétariat urbain qui constitue l'essentiel des militantes.

C'est dans ce contexte qu'intervient la première rédaction de statuts professionnels. En 1910, les statuts de l'AFSM, signés par Juana Taboada, formalisent une association qui se veut exemplaire : les devoirs des affiliées — lire et diffuser la presse socialiste, organiser la propagande du parti — sont décrits avec une grande rigueur, compensée seulement par l'énoncé des droits — participer aux assemblées, accéder à la bibliothèque —. De fait, le règlement de l'association souligne son fonctionnement hiérarchique et sa volonté conjointe de démocratie : le renouvellement annuel du comité en constitue un symbole clair. Les statuts ébauchent un portrait idéal de la syndicaliste et travailleuse du parti qui doit « observer une conduite morale », ne prendre la parole en assemblée que sur autorisation de la présidente, et qui peut être expulsée en cas de non versement de la cotisation ; ce dernier point du règlement a d'ailleurs été strictement appliqué[26].

Durant la même décennie, la presse destinée aux femmes, des démocrates aux monarchistes, s'empare du problème du travail : le 7 avril 1912, María de Echarri créée le mensuel *La Mujer*, qui deviendra en 1915 l'organe officiel des syndicats catholiques. Dans la ligne du pape Léon XIII et avec la même volonté d'arracher les ouvrières à l'emprise socialiste, María de Echarri attaque violemment « les théories dissolvantes des sans-patrie, c'est-à-dire des fils qui ont honte de leur mère[27] ».

L'attention portée par María de Echarri aux ouvrières à domicile consiste principalement en l'organisation d'une bourse du travail. Elle se glorifie d'avoir fourni 636 emplois depuis la fondation du syndicat ; il s'agit d'emplois de couturières, lingères, brodeuses, modistes et corsetières. Et de fait, l'écriture du bulletin se nourrit de lyrisme monarchiste et d'exaltation religieuse, tout en s'efforçant d'adopter un langage ouvriériste et concret. À propos du débat sur les conditions de travail, les rédactrices insistent de façon réitérative sur la spécificité féminine : en effet, si le syndicat a proposé aux parlementaires la loi sur l'interdiction du travail de nuit, il juge inutile de revendiquer la journée de huit heures, comme les socialistes le font depuis les années 1890.

---

[25] Moral Vargas, 2009 ; Capel, 2008, pp. 101-122.

[26] Organización local AFSM, Madrid, Imprenta de M. Tutor, 1925, cité par Moral Vargas, 2009, p. 623.

[27] Miss Terio (probable pseudonyme de María de Echarri), « Editorial », *La Mujer y el Trabajo*, nº 3, 5-VI-1912, p. 2.

« L'effort des femmes ne peut être comparé à celui des hommes », et la journée féminine de travail doit donc être plus longue, sans toutefois excéder onze heures par jour :

> *Por esas desigualdades, mejor dicho diferencias que separan a los trabajadores de ambos sexos, venimos abogando por su organización en corporaciones donde no sólo el local sino los medios de defensa, la propaganda, los conflictos que se han de prevenir y estudiar, sean completamente diferentes*[28].

Quant aux modèles de travailleuses proposés, ils sont de deux types : celui de l'ouvrière à domicile, évocatrice des romans « blancs » du XIXe siècle, et celui de la *patrona,* terme qui englobe à la fois les patronnes d'ateliers et les bienfaitrices du syndicat, en une polysémie aussi révélatrice que paternaliste.

Dans les mêmes années, l'associationnisme féministe trouve son apogée ; depuis la création en 1913 de *El Pensamiento femenino* jusqu'à la formation des principaux collectifs, entre 1917 et 1921, le travail est considéré comme la clef de la citoyenneté, ce qui anticipe sur la revendication suffragiste. Ainsi, cette publication fondée par l'institutrice Benita Asas Manterola est-elle « consacrée à l'amélioration de la condition sociale, juridique et économique de la femme » qui passe par le rejet de l'oisiveté :

> *España no prosperará de una manera franca mientras sus mujeres permanezcan indiferentes a las ocupaciones sociales, mientras el lujo, el matrimonio calculado y la frivolidad, sean las notas características de nuestra sociedad femenina*[29].

Dès lors, la revue revendique l'accès à toutes les professions et, en 1916, la « création immédiate d'un Ministère du Travail, composé à égalité d'un personnel masculin et féminin, qui offre la véritable garantie de son talent, de sa droiture et de son amour de la patrie[30] ». En 1918, quand les féministes envisageront leur mouvement comme un engagement à la fois national et internationaliste, le programme de l'ANME (*Asociación Nacional de Mujeres Españolas*), consacré aux réformes des codes et de la législation, dressera un grand nombre de revendications professionnelles. Le programme exige l'accessibilité à toutes les professions — y compris la médecine et la police —, la reconnaissance de l'activité syndicale, l'égalité des salaires et des promotions, ainsi que « le droit de la femme à disposer du salaire de son mari et réciproquement » (article 11) ; un projet de réforme du service domestique et du commerce est exposé dans le détail, qui affiche haut et fort la volonté de « *recabar dependencias femeninas, sin desmayar sobre este importante extremo*

[28] Miss Terio, « Jornadas de trabajo », *La Mujer y el Trabajo*, nº 8, 8-XI-1912, p.1.

[29] Benita Asas Manterola, « Presentación », *El Pensamiento femenino,* nº 1, 15-X-1913, p. 1.

[30] *El Pensamiento femenino,* 15-I-1916, cité par Moral Vargas, 2009, p. 330.

hasta conseguirlo » (article 31). Dans la partie économique du programme, les socialistes de l'association retrouvent un vocabulaire marxiste pour exiger la suppression de l'intermédiaire capitaliste qui empêche les justes rémunérations, et font des propositions aussi novatrices qu'idéalistes :

> *La verdadera emancipación de las clases trabajadoras puede conseguirse estableciendo industrias femeninas, talleres, fábricas y otras, donde actuando la Asociación como representante, contratista o patrono, se consiga evitar la gran explotación*[31].

Dans la même décennie, Margarita Nelken fournit, en tant que socialiste, la première étude analytique du travail, que sa compagne valencienne María Cambrils poursuivra en 1925 dans *Feminismo socialista*, et qu'elle-même reprendra en juin 1931 dans *La Mujer ante las Cortes constituyentes*. Clairement intégrée dans le combat féministe, Margarita Nelken en propose cependant une définition restrictive, car elle refuse le vote des femmes en Espagne :

> *Son femenistas todas las mujeres que, por su posición social, por su consideración de seres que trabajan, significan algo en el progreso de España* […] *la imperiosa necesidad del pan de cada día va extendiendo por toda España la dignidad —nueva para la mujer —del ser que se basta a sí mismo*[32].

La conquête de la dignité passe par l'orgueil du travail et le rejet des misérables petites manœuvres de dissimulation : combien de femmes qui se sont cherché un « acheteur légitime » en se mariant se sentent-elles déshonorées en travaillant ?

> *Y aquí está la bordadora, que manda a recoger y a entregar la labor a una criadita; aquí está la que fabrica «a ratos perdidos», bolsos, carpetas y cachivaches de fantasía; aquí está la profesora de piano o de francés que enseña «para distraerse»*[33].

Après avoir démonté les scandales des salaires féminins (par exemple, 15 *pesetas* à Madrid pour une employée) et tous les systèmes d'exploitation, elle propose ses propres réformes : le développement du syndicalisme, la lutte contre la bienfaisance catholique qui ne sait que « freiner l'élévation par le travail » et la nécessité de développer la maternité consciente. Remarquons qu'un des points du programme de l'ANME était la recherche de paternité, avancée récente de la science. Les féministes comptent en effet parmi leurs préoccupations les grossesses multiples des travailleuses et les naissances illégitimes qui entraînent abandons d'enfant et recours à la prostitution, notamment chez les domestiques.

---

[31] Espinosa, 1920, pp. 20-29.

[32] Nelken, sans date, pp. 15-16.

[33] *Ibid.*, p. 33.

En 1919, au moment de la création de l'OIT, Margarita Nelken dédicace son ouvrage « *a todas las que laboran en pro de la dignificación de la mujer española* ». Parmi ces femmes, elle met en exergue Matilde Huici et « Paquita » Bohigas – futures avocates, l'une républicaine, l'autre d'extrême-droite –, pour l'heure étudiantes en droit et représentatives de l'émancipation. Son texte affirme que le travail est, y compris dans le mariage, « l'unique sauvegarde de la liberté féminine ».

« Rédemption »

Les premiers gouvernements de la Seconde République recueillent les aspirations réformatrices antérieures et tentent d'insérer l'Espagne dans un processus d'européanisation. La « rédemption » des Espagnoles, terme en usage à l'époque, y compris chez les socialistes, semble acquise lors du débat constitutionnel par le vote de l'égalité des sexes, du droit de suffrage et des réformes de la famille. En ce qui concerne le travail, la République s'efforcera de mettre en accord l'égalité des sexes et la pratique, comme le montrent les résultats de recherches précises en ces domaines[34]. Certains députés avaient cependant montré leur difficulté à penser l'égalité, en souhaitant réserver le droit de vote aux seules travailleuses[35] : les députés incriminés sont des socialistes et un radical-socialiste. Tout autre est l'esprit du décret sur l'assurance-maternité, promulgué en urgence le 26 mai 1931, pour mettre fin aux scandales dénoncés par les féministes : accouchements sur le lieu de travail, en particulier dans les usines, non-protection de la mère, licenciements des nouvelles mères[36]. Encore dans les premières semaines du nouveau gouvernement, Amparo Parrilla, jeune femme médecin, dresse le tableau révoltant des maternités madrilènes destinées aux travailleuses pauvres[37]. En dépit de son caractère précurseur, cette allocation est parfois mal perçue par les ouvrières qui y voient une injustice financière ou une atteinte à leur honneur en cas de célibat ; le ministre rédacteur, Francisco Largo Caballero, incapable de comprendre que ce droit réclamé dans toute l'Europe ne connaisse pas d'acceptation immédiate dans son pays, en conclut que « les femmes espagnoles persistent à être des esclaves[38] ». Tout autre est l'attitude de Victoria Kent : quand elle a autorité sur les prisons, elle fait promulguer le 23 octobre 1931 une ordonnance pour créer une section féminine d'officiers et d'auxiliaires des prisons, en remplacement des religieuses, ce qui sera considéré comme un indice de démocratie et une marque de promotion professionnelle fémi-

[34] Pérez Núñez, 1989.

[35] *Diario de Sesiones*, 1-X-1931, pp. 1341b et 1362b.

[36] Nelken, 1931.

[37] Parrilla, 1931.

[38] *El Socialista*, 29-XII-1931, p. 1 ; Pérez Núñez, 1986, pp. 363-376 ; Bussy Genevois, 1986, pp. 353-362.

nine. Dolores Ibárruri le remarquera elle-même quand elle sera emprisonnée à Madrid, « *calle de Quiñones* » :

> *Procedentes en su mayoría de familias pequeño-burguesas, viudas o hijas de militares o de empleados del Estado, la mayor parte de ellas había ya trabajado en distintos empleos. Eran por tanto mujeres acostumbradas a ganarse la vida, con escalafón y con antigüedad, era una colocación envidiable con un sueldo decentito*[39].

À partir de l'instauration du nouveau régime, les femmes sont prises dans des engagements multiples, et au vu de leurs commentaires des nouveaux acquis juridiques, le travail n'apparaît plus que comme un intérêt parmi d'autres[40]. Les phénomènes observables les plus intéressants se produisent durant le gouvernement provisoire et les gouvernements Azaña. Dans les premières semaines de la République, les femmes de l'élite intellectuelle et de l'avant-garde ouvrière répondent à des demandes d'entrevue et prononcent de nombreuses conférences, conscientes de pouvoir peser sur le moment historique et de mobiliser les femmes au service de la République.

Les conférences, par leur caractère officiel même, traduisent le travail en termes d'engagement. María Lejárraga (Martínez Sierra), dans un cycle de conférences à l'*Ateneo* de Madrid, définit le rôle des femmes en fonction de critères politiques et philosophiques : *Realidad*, *Egoismo*, *Libertad*, *Religión*, *Federación*[41]. Accueillant la République avec lyrisme et mettant son espoir dans le « Gouvernement de la Bonne Volonté » pour implanter une législation moderne, elle dresse un constat cruel de l'oisiveté féminine. Elle ironise en particulier sur les dames de 35 à 55 ans, véritables « parasites » sociaux, qui se contentent de faire des courses — « mais pas le marché, quelle horreur ! » — et de se préoccuper de la longueur de leurs jupes.

> *España necesita el esfuerzo de todos. Y sucede que también por fortuna, España cuenta con reservas, no sólo intactas, sino inéditas, que pueden y deben servir para organizar el pacífico ejército del trabajo. Si hay mucho por hacer, hay también mucha gente que no ha hecho nunca nada. Y muy especialmente, mujeres*[42].

Les conférences tendent aussi à mettre en évidence des femmes aux parcours singuliers, car le changement de régime fait émerger des travailleuses que le moment historique rend exemplaires : ainsi, la propagandiste Hildegart, militante socialiste puis anarchiste, se définissant comme travailleuse, avocate et « femme rebelle », fait-elle en 1933 le choix de présenter le parcours de María Domínguez, première femme maire de la République — à Gallur,

[39] Ibárruri, 1965, p. 157.

[40] Yusta, 2006, pp. 101-122.

[41] Aguilera Sastre, 2006.

[42] Martínez Sierra, 1931 y 2006.

en Aragon — dans un exposé à la *Sociedad Económica de Madrid*. María Domínguez devient un symbole de promotion sociale, avant de se transformer *a posteriori* en symbole de la lutte anti-franquiste car elle sera exécutée dès septembre 1936.

> *Yo me siento poco capacitada para daros una lección de cultura, porque como hija del trabajo, y carente, por lo tanto, de recursos de ilustración, sólo poseo aquellos conocimientos elementales que adquirí en una edad ya madura, guiada por el deseo de saber y la necesidad de trabajar para sostener mi existencia*[43].

Remarquons que María Domínguez est séparée d'un mari épousé contre son gré et que ses études d'institutrice ont été interrompues, d'où l'idéalisme de ses propos concernant la République, que ce soit en matière de divorce ou de formation :

> *El socialismo empleará el poder colectivo en el sagrado deber de abrir escuelas, para todas las aptitudes, talleres para todos los brazos, laboratorios para todas las inteligencias y, como consecuencia, la civilización verdadera en la que cada uno trabaje para todos y todos para cada uno*[44].

Dans le même laps de temps, un autre phénomène se fait jour : la popularité de certaines professions féminines ou exercées par des femmes, popularité mise en évidence par la presse féminine. On y trouve en effet une floraison de métiers exigeants ou séduisants, tous présentés comme accessibles : la demoiselle de la radio travaille « entourée de gratte-ciels, sur l'avenue la plus new-yorkaise de la capitale » ; la femme médecin soigne les corps et les esprits « *la caricia en una mano, el termómetro en otra* » ; les « jolies petites ouvrières » sont assimilées à de « gracieuses choristes d'une revue moderne et prolétaire ». La presse se livre ainsi aux joies de la description qui assimile nouveau régime et modernité[45]. Cette tendance restera prégnante jusqu'à la Guerre civile dans la presse familiale où tout travail féminin, même en dehors des milieux amplement photographiés du spectacle, est considéré comme entreprise de séduction. Par ailleurs, le journalisme continue d'être une profession féminine admirée : l'intérêt récent pour ce domaine de l'édition espagnole a rendu accessibles les articles de Josefina Carabias, écrits pour les journaux *Estampa*, *La Voz*, *Ahora* et *Crónica*[46]. De la même façon, la recherche italienne a publié les articles de Magda Donato, sœur de Margarita Nelken[47]. Dans leurs reportages, les deux journalistes s'inspirent de la presse française ou anglo-saxonne : en reporters infiltrés, l'une se fait passer pour une femme

[43] Domínguez Ramos, 2004, p. 91.

[44] *Ibid*., p. 143.

[45] Voir *Mujer*, chronique « La mujer en el trabajo », nº 1 à 17, du 6-VI au 26-IX-1931.

[46] Carabias, 1997.

[47] Donato, 2009 a et b.

de chambre, la seconde pour une délinquante ou une infirmière ; elles présentent donc une double vision de professions féminines, la leur et d'autres, révélatrices d'exploitations multiples.

Par ailleurs, les remarques de María Domínguez ouvrent une autre perspective, ancrée dans la réflexion féministe depuis le XIXe siècle mais réaffirmée par la proclamation de la République : envisager le travail moins en termes de revendications que d'accès à la culture. La presse est le premier terrain où se matérialise cette perspective. Les sources de presse ouvrière rendent certes compte des conflits, des manifestations et des meetings, mais les paroles des femmes y sont médiatisées, réécrites ou insérées dans un récit plus large : on verra des exemples de ce procédé tout au long du régime républicain. Ainsi durant l'été 1931, la grève de la *Telefónica* dont les employées forment une avant-garde féminine, n'a que des comptes rendus à la troisième personne, que ce soit dans *La Tierra,* favorable, ou dans *El Socialista*, hostile. De même, les récits de manifestations ne portent-ils témoignage que des slogans isolés[48].

Culture et travail sont évidemment liés dans la création de presse destinée aux femmes. *Mujer* — déjà mentionné — rejoint *Mundo femenino*, créé en 1921 et dont la directrice est Benita Asas ; les femmes de droite lisent *Ellas*, dont José María Pemán est le directeur, et *Aspiraciones,* à direction féminine : Carmen Velacoracho et Carmen de Lara. Le plus important est la création de nouvelles revues professionnelles qui complètent les informations fournies par la presse ouvrière sur les activités de certains corps de métiers (notamment les sections *planchadoras*, *matronas* ou *obreras de la aguja* dans *El Socialista)*. La profession médicale (médecins, infirmières, sages-femmes) trouve ainsi à sa disposition la revue *Cultura integral y femenina,* « revue d'union sociale » (15 janvier 1933-juillet 1936) qui offre la particularité de réunir un comité de rédaction féministe et féminin et des collaborateurs internationaux de haut niveau scientifique et juridique.

Si les années de la République correspondent à une avancée du travail féminin, l'obtention du droit de vote en infléchit le sens : il s'agit désormais de préserver les acquis politiques, voire de les développer. L'associationnisme républicain, dont les exemples les plus clairs sont l'URF (*Unión Republicana Femenina*) fondée par Clara Campoamor et l'AFEC (*Asociación Femenina de Educación Cívica*) fondée par María Martínez Sierra, a une vocation de formation politique. S'il s'agit d'éduquer les nouvelles citoyennes en leur donnant une préparation professionnelle — en langues ou en sténographie par exemple —, l'objectif est avant tout la préservation du nouveau régime, d'où l'importance dans les programmes de formation des conférences données par les hommes politiques.

[48] Ces slogans reproduisent les revendications de la Restauration, les manifestantes refusant d'être des « bêtes de somme » ou des « esclaves » (Illion, 2005, pp. 135-163).

La presse nouvellement créée s'exprime donc moins en termes d'idéaux émancipateurs que de propagande active auprès des travailleuses : *Nosotras*, fondé en novembre 1931 par Carlota O'Neill, se donne pour programme de rassembler toutes les gauches, s'adressant aux « intellectuelles, étudiantes, prolétaires, femmes qui toutes travaillez dans la vie ». Les signataires des articles sont aussi bien des femmes politiques, communistes comme la *Pasionaria* ou anarchistes comme Federica Montseny, que des femmes médecins (Elisa Soriano), des juristes, des enseignantes ou des fonctionnaires, accédant donc pour certaines d'entre elles à des postes de responsabilité et d'autorité.

> *¡Mujeres! Demostrad al mundo que nuestro voto será emitido con plena conciencia social y política. Para adquirirla, comprad, propagad incesantemente Nosotras, la primera revista femenina de vanguardia social, portavoz del trabajo femenino en las minas, las fábricas, los talleres, las universidades, la ciencia*[49].

L'on comprend mieux les propos exaltés de l'avocate Concha Peña cités en exergue : son ascension professionnelle est récente, puisque les premières avocates sont nommées au Barreau de Madrid en 1923 et 1924. Sur l'ensemble de la période étudiée, la parole féminine consacrée au travail a subi des inflexions, de l'aspiration idéaliste à l'expression de la revendication, au XIXe siècle, de l'écriture émancipatrice à la réflexion organisationnelle dans le premier tiers du XXe siècle. Le discours sur le travail comporte aussi des silences : au XIXe siècle, le corps de la travailleuse n'est pas évoqué, et au XXe siècle seule la maternité sera prise en compte alors que les maladies liées au travail seront rarement dénoncées. L'observation du champ littéraire, que nous avons volontairement laissée de côté, ferait apparaître d'autres silences : l'écriture romanesque au-delà des années 20 rejette le thème du travail, mis à part les personnages de travailleuses créées par les romancières de droite sous la République (par exemple dans l'ouvrage de Carmen de Icaza, *Cristina Guzmán, profesora de idiomas*).

Depuis le *Sexenio* jusqu'à la République, la recherche de l'identité et de l'émancipation par le travail reste une constante ; cette aspiration est enfouie pendant le franquisme pour resurgir avec virulence ensuite, virulence à la mesure de la déclaration avide de justice de l'institutrice républicaine et laïque Ana Carvia en 1909 : « *Queremos poseer nuestro* yo[50] ».

Abreviations

AFEC	Asociación Femenina de Educación Cívica
AFSM	Agrupación Femenina Socialista de Madrid

[49] « A vosotras », *Nosotras,* nº 1, 10-XI-1931, p. 1.

[50] Ana Carvia, « Ofrenda de agradecimiento », *El Pueblo*, 6-I-1909, cité par Sanfeliu, 2005, p. 116.

AGF	Asociación General Femenina
AIT	Asociación Internacional de Trabajadores
ANME	Asociación Nacional de Mujeres Españolas
OIT	Organización Internacional del Trabajo
URF	Unión Republicana Femenina

Bibliographie

Aguado, Ana (1999), « Trabajo, género y clase. Ideología y experiencia femenina en el primer socialismo », dans Ana Aguado (dir), *Las mujeres entre la historia y la sociedad contemporánea,* Valence, pp. 65-90.

Aguilera Sastre, Juan (éd.) (2006), *María Martínez Sierra ante la República: conferencias y entrevistas (1931-1932)*, Logroño.

Arenal, Concepción (1974), *La mujer del porvenir*, dans Mauro Armiño (éd.), *La emancipación de la mujer en España,* Madrid, pp. 99-188 (première éd. Séville-Madrid, 1869).

Arenal, Concepción (1974), *La mujer de su casa*, dans Mauro Armiño (éd.), *La emancipación de la mujer en España,* Madrid, pp. 191-284 (première éd. Madrid, 1883).

Arenal, Concepción (1974), *El trabajo de las mujeres*, dans Mauro Armiño (éd.) *La emancipación de la mujer en España,* Madrid, pp. 83-95 (première éd. Madrid, BILE, t. XV, 1891).

Borderias, Cristina (2006), « El trabajo de las mujeres: discursos y prácticas », dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo xix a los umbrales del xx*, Madrid, t. III, pp. 353-379.

Burguera, Mónica (2006), « El ámbito de los discursos: reformismo social y surgimiento de la "mujer trabajadora" », dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo xix a los umbrales del xx*, Madrid, t. III, pp. 293-311.

Bussy Genevois, Danièle (1986), « El ideal jurídico republicano (1931-1933) y el Seguro de Maternidad », dans María Carmen García Nieto (éd.), *Ordenamiento jurídico y realidad social de las mujeres (siglos xvi-xx), Actas de las cuartas jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid, pp. 353-362.

Bussy Genevois, Danièle (1993), « Histoire sociale, histoire des femmes, même débat ? », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne,* 17-18, *L'Histoire sociale en débat,* juin-décembre, pp. 206-217.

Bussy Genevois, Danièle (2005a), « La función de directora en los periódicos femeninos (1862-1936) o la sublime misión » dans Jean-Michel Desvois (éd.) *Prensa, impresos, lecturas en el mundo hispánico contemporáneo. Homenaje a Jean-François Botrel*, Bordeaux, pp. 193-208.

Bussy Genevois, Danièle (2005b), « Carmen de Burgos, apprentissages », *Pandora*, 5, *Féminités,* pp. 63-72.

Capel Martínez, Rosa María (1982), *El trabajo y la educación de la mujer en España, (1900-1930),* Madrid.

Capel Martínez, Rosa María (2008), « Mujer y socialismo (1848-1939) », *Pasado y memoria. Revista de historia contemporánea*, 7, *Mujeres y culturas políticas*, pp. 101-122.

Carabias, Josefina (1997), *Crónicas de la República. Del optimismo de 1931 a las vísperas de la tragedia de 1936*, Madrid.

Catalina, Severo (1946), *La mujer. Apuntes para un libro*, Madrid (première éd. 1858).

Domínguez Ramos, María (2004), *Opiniones de mujeres (conferencias)*, éd. facsimil, Saragosse (première éd. Madrid, 1933 ?).

Donato, Magda (2009a), *Reportajes*, Margherita Bernard (éd.), Séville.

Donato, Magda (2009b), *Cómo vive la mujer en España,* Margherita Bernard (éd.), Séville.

Durán, María Ángeles [éd.] (1982), *Nuevas perspectivas sobre la mujer, Actas de las primeras jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid.

Espigado, Gloria (2005), « Mujeres "radicales": utópicas, republicanas e internacionalistas en España (1848-1874) », dans María Dolores Ramos (coord.), *República y republicanas en España*, *Ayer*. *Revista de historia contemporánea*, 60, pp. 15-43.

Espigado, Gloria (2007), « El Sexenio democrático: una oportunidad para ocupar el espacio público (1868-1874) », dans Marie-Aline Barrachina, Danièle Bussy Genevois, Mercedes Yusta (éd.), *Femmes et Démocratie. Les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978),* Nantes, pp. 27-42.

Espinosa, María (1920), *Influencia del feminismo en la legislación contemporánea,* Madrid.

Fagoaga, Concha (1996), « De la libertad a la igualdad: laicistas y sufragistas », dans Cristina Segura, Gloria Nielfa (éd.), *Entre la marginación y el desarrollo: mujeres y hombres en la historia. Homenaje a Mari-Carmen García Nieto,* Madrid, pp. 171-198.

Flecha, Consuelo (2006), « Mujeres en institutos y universidades », dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo xix a los umbrales del xx*, Madrid, t. III, pp. 455-503.

Folguera, Pilar (éd.) (1984), *La mujer en la historia de España (siglos xvi-xx), Actas de las segundas jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid.

Franco Rubio, Gloria (1981), *La incorporación de la mujer a la administración del Estado, municipios y diputaciones (1918-1936),* Madrid.

García Nieto, María Carmen (éd.) (1986), *Ordenamiento jurídico y realidad social de las mujeres (siglos xvi-xx)*, *Actas de las cuartas jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid.

Ibárruri, Dolores (1965), *El único camino*, Paris.

Illion, Régine (2005), « Trabajadoras, sindicalistas y políticas. Zaragoza, 1931-1936 », dans María Dolores Ramos (coord.) *República y republicanas en España*, *Ayer*. *Revista de historia contemporánea*, 60, pp.135-163.

Martínez Sierra, María [Lejárraga de] (2006), « Realidad », dans Juan Aguilera Sastre (éd.), *Ante la Republica. Conferencias y entrevistas (1931-1932),* Logroño, pp. 129-138 (première éd. *La mujer española ante la República*, Madrid, 1931).

Moral Vargas, Marta del (2009), *Acción colectiva femenina en Madrid (1909-1931)*, thèse soutenue à l'université Complutense de Madrid le 14-XII, sous la direction de Gloria Nielfa.

Moreno, Amparo (1977), *Mujeres en lucha. El movimiento feminista en España,* Barcelone.

Nash, Mary (1981), *Mujer y movimiento obrero en España, 1931-1939*, Barcelone.

Nash, Mary (1991), « Dos décadas de historia de las mujeres en España: una reconsideración », *Historia Social,* 9, pp.137-161.

Nelken, Margarita (1920), *La condición social de la mujer en España. Su estado actual: su posible desarrollo*, Barcelone.

Nelken, Margarita (1931), *La mujer ante las Cortes constituyentes*, Madrid.

Nielfa Cristobal, Gloria (1984), « Las dependientas de comercio: un ejemplo peculiar de trabajo "femenino" en Madrid, en el primer tercio del siglo xx », dans Pilar Folguera, (éd.), *La mujer en la historia de España (siglos xvi-xx), Actas de las segundas jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid, pp.159-177.

Nielfa Cristobal, Gloria (2006), « La regulación del trabajo femenino. Estado y sindicatos », dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo xix a los umbrales del xx*, Madrid, t. III, pp. 313-351.

Núñez Pérez, Gloria (1986), « La implantación y los resultados del seguro de maternidad en la Segunda República » dans María Carmen García Nieto (éd.), *Ordenamiento jurídico y realidad social de las mujeres (siglos xvi-xx)*, *Actas de las cuartas jornadas de investigación interdisciplinaria,* Madrid, pp. 353-362.

Núñez Pérez, Gloria (1989), *Trabajadoras de la Segunda República. Un estudio sobre la actividad económica extra-doméstica (1931-1936),* Madrid.

Núñez Rey, Concepción (2005), *Carmen de Burgos,* Colombine*, en la Edad de Plata de la literatura española,* Séville.

Parrilla, Amparo (1931), *La Madre de nuestras maternidades (estudio social)*, Madrid.

Ralle, Michel (2002), « La féminisation industrielle en Catalogne (1870-1910) : un enjeu pour l'anarchisme », dans Danièle Bussy Genevois (éd.), *Les Espagnoles dans l'histoire. Une sociabilité démocratique (xixe-xxe siècles),* Saint-Denis, pp. 75-99.

Ramos, María Dolores (2005), « La República de las librepensadoras (1890-1914): laicismo, emancipismo, anticlericalismo », dans María Dolores Ramos (coord.) *República y republicanas en España*, *Ayer*. *Revista de historia contemporánea*, 60, pp. 45-74.

Ramos, María Dolores (2007), «Trabajo, pan y rosas. Mujeres, movimiento obrero y acción colectiva en España», dans Marie-Aline Barrachina, Danièle Bussy Genevois, Mercedes Yusta (éds.), *Femmes et Démocratie. Les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978),* Nantes, pp. 61-82.

Ruano Rodríguez, Lucía (1984), *Guía de los derechos de la mujer*, Madrid.

Sanfeliu, Luz (2005), *Republicanas. Identidades de género en el blasquismo (1895-1910),* Valence.

Yusta, Mercedes (2006), « La República: significado para las mujeres » dans Isabel Morant (dir.), *Historia de las mujeres en España y América Latina. Del siglo xix a los umbrales del xx*, t. IV, Madrid, pp. 101-122.

Mots-Clés

Émancipation, Espagne, Féminisme, Journalisme, Monde ouvrier, travail féminin